

## PROJET DE PROCÈS-VERBAL

### CC EOS/NSAC Groupe de Discussion sur les aspects sociaux

#### Réunion virtuelle

09 mars 2022

#### Participants

Nom	Organisation
David Curtis	EAA
Bruno Dachicourt (president)	ETF
Gerald Hussenot	Blue Fish
Mo Mathies	NWWAC Secretariat
Arantza Murillas	AZTI
Norah Parke	KFO
Kenn Skau Fischer	Danmarks Fiskeriforening
Antonios Stamoulis	DG MARE (observateur)
Matilde Vallerani	NWWAC Secretariat
Jasmine Vlietinck	Rederscentrale
Johnny Woodlock	ISS

#### 1. Accueil et presentations

Le président souhaite la bienvenue à tous les participants à la réunion. Des excuses ont été reçues avant la réunion de Tamara Talevska, Secrétariat du NSAC, Peter Breckling, Deutscher Fischereiverband.

Un changement a été proposé à l'ordre du jour sur la base de la crise actuelle de l'approvisionnement en carburant à laquelle l'industrie est confrontée. Le Secrétariat a préparé un projet de lettre à la Commission.

David Curtis a noté qu'il s'agissait d'une question très spécifique liée à la situation ukrainienne et si ce GD était le bon forum pour développer une telle soumission au lieu d'une approche large à travers l'ensemble du CC.

Norah Parke a noté qu'il s'agit d'un problème très urgent qui doit être résolu à partir de n'importe quelle source possible.

Johnny Woodlock était d'accord avec Parke, identifiant que toutes les flottes sont affectées par ce problème extrêmement urgent, et a également convenu avec Curtis que ce problème devrait être traité conjointement par les comités exécutifs de tous les CC.

Kenn Skau Fischer a souligné qu'il existe une préoccupation générale dans l'ensemble du secteur de l'UE concernant l'augmentation du prix du carburant. Bien que les comités exécutifs respectifs puissent effectivement faire avancer la discussion, le collègue du NSAC qui a proposé ce sujet pour la discussion d'aujourd'hui a estimé que ce forum pourrait être une bonne occasion de préparer et de formuler un projet qui pourra ensuite être soumis aux comités exécutifs du CC EOS et du NSAC. Une procédure accélérée de 3 jours pourrait être mise en place pour réagir rapidement au dossier.

Le président a accepté la demande du NSAC, commentant que la crise du carburant a des impacts sur les salaires des pêcheurs et qu'il est donc tout à fait légitime que ce GD s'en occupe. Ce problème aura de graves répercussions socio-économiques.

Le Secrétariat est d'accord avec le président et explique que cela affecte bien sûr tous les CC, mais qu'un effort conjoint n'est pas possible en raison de l'urgence de la question et de la variété des procédures d'approbation dans les CC. Une soumission conjointe CC EOS/NSAC serait plus favorable. Le GD rédigerait uniquement la lettre pour que le Comité exécutif l'examine et la soumette.

Curtis a souligné ses attentes concernant un processus permettant aux CC de soulever des questions d'urgence et a estimé que cette proposition ne correspondait pas aux termes de référence de ce GD. Il a estimé qu'un changement de l'ordre du jour en faveur de cette soumission d'urgence présentait une prise en charge complète de ce groupe à des fins d'urgence. Il a accepté le changement uniquement s'il n'y avait vraiment pas d'autre moyen de procéder, mais a exprimé son incrédulité que le CC n'ait pas d'autre moyen de traiter les questions urgentes. Il s'est enquis d'une procédure écrite au sein du CC EOS pour traiter les questions urgentes et s'il n'en existe aucune, que celle-ci soit traitée par le Secrétariat.

Le Secrétariat a expliqué que techniquement, les termes de référence n'ont pas encore été adoptés et sont toujours susceptibles d'être modifiés, de sorte qu'une insertion peut être faite pour inclure la discussion sur les questions d'urgence si et quand elles surviennent. Dans le CC EOS, les questions urgentes concernant un sujet spécifique pour lequel un groupe de discussion existe sont soumises au président pour décision. S'il n'existe pas de groupe de discussion, les questions sont soumises au président du CC pour décision.

Parke a fait remarquer que ce GD a un titre spécifique, rien ne pourrait être plus approprié que ce Gd résolve ce problème.

**ACTION:** Le secrétariat du CC EOS doit réviser les règles de procédure et, si nécessaire, préparer un amendement pour l'inclusion d'une procédure d'urgence pour la production d'avis urgents.

Le procès-verbal de la dernière réunion est approuvé.

## 2. Conserver la biodiversité de l'Atlantique en soutenant la cogestion innovante de la pêche à petite échelle (CABFISHMAN)– Arantza Murillas, AZTI

[Lien](#) vers la présentation

Arantza Murillas a remercié le groupe pour l'invitation à la réunion. Elle a présenté le projet qui est une collaboration de 28 organisations de 5 pays. L'objectif du projet est de développer des méthodologies conviviales pour la mise en œuvre de l'approche écosystémique de la pêche artisanale (SSF) dans l'ensemble de la zone atlantique.

Le projet soutient les SSF confrontés à des défis sociaux, notamment :

- ✓ Dans le cadre de la nouvelle approche pour une économie bleue durable (COM 2021 141) défis forts devraient être relevés par SSF
  - ✓ Neutralité climatique et zéro pollution
  - ✓ Économie circulaire
  - ✓ Biodiversité et investissement dans la nature
  - ✓ Résilience côtière
  - ✓ Systèmes alimentaires responsables
- ✓ Autres défis SOCIAUX LIÉS à l'économie bleue durable
  - ✓ Amélioration de la gouvernance SSF
  - ✓ Durabilité sociale SSF
  - ✓ SSF doit reconnaître sa valeur totale, y compris les valeurs sociales (femmes en valeur, valeurs culturelles,
  - ✓ Rôle social des SSF dans les communautés côtières

Le projet travaille avec SSF en essayant d'identifier la valeur totale entourant la pêche artisanale, y compris plus que la valeur régionale, par exemple les valeurs culturelles et sociales de SSF.

La première étape consiste à évaluer la croissance économique et sociale liée à la pêche artisanale et à identifier la valeur d'approvisionnement alimentaire attachée à la production de pêche artisanale (basée sur le marché) qui doit être prise en compte, ainsi que la valeur du patrimoine culturel (non basée sur le marché). En outre, la contribution de la pêche artisanale à une économie durable sera identifiée et évaluée, par exemple en relation avec le changement climatique et ses impacts sur le milieu marin.

Le projet identifiera et évaluera :

- ✓ Dépendance économique mais aussi sociale des territoires
- ✓ Évaluation de la valeur sociale totale améliorant l'attractivité du SSF en offrant plus de visibilité au secteur
- ✓ Importance sociale pour les communautés côtières dépassant la contribution économique traditionnelle
- ✓ Durabilité sociale du secteur
- ✓ Zones de pêche SSF Autres utilisations des zones maritimes
- ✓ Gouvernance et,
- ✓ Dimension sociale dans la prise de décision

Le projet développe un outil accessible au public où les utilisateurs peuvent voir quelle valeur sociale peut être protégée et quelle est la dépendance sociale de la communauté côtière par rapport à celle-ci (lien). Les utilisateurs peuvent inclure des requêtes "what-if" dans l'outil car il connecte toutes les données et variables qui ont été collectées tout au long du projet. Les informations disponibles auprès de SSF peuvent être combinées avec des informations sur d'autres parties prenantes pour illustrer l'impact sur le milieu marin.

Sorties par les utilisateurs :

SSF SECTEURR	Viabilité. Croissance socio-économique et évaluation de la durabilité
FLAGs	Importance sociale pour les communautés côtières
RESEARCHERS	Parcours de durabilité sociale
ONGs	Voies de durabilité sociale – équilibre entre les questions environnementales, économiques et sociales
ORGANES CONSULTATIFS	Conseils de GeoTool
ÉTUDIANTS	Leçons apprises
CRÉATEURS DE POLITIQUES	Ce qui se passe si ?

Le président remercie Murillas et laisse la parole aux questions.

Gérald Hussenot s'enquiert des informations utilisées par le projet pour comprendre les connaissances intuitives des pêcheurs ainsi que des sources utilisées pour examiner les activités des navires et comment sont-elles quantifiées dans les différentes régions

Murillas a déclaré que le projet a développé les premières estimations de toutes les variables en utilisant les données officielles de la Commission européenne. De plus, le projet développe une deuxième évaluation avec une résolution plus élevée en utilisant les données nationales des administrations ou des organisations scientifiques nationales selon les pays. Cette deuxième évaluation est utilisée pour élaborer une troisième évaluation à partir des informations recueillies à bord des navires.

Le projet a passé une année à identifier quel type d'éléments culturels et sociaux sont attachés spécifiquement à chacun des pays et régions. Les valeurs sociales changent non seulement entre les pays mais aussi entre les régions d'un même pays.

Parke a exprimé son appréciation du résultat du projet et a demandé quelle pourrait être la longévité de ce projet. Les pays pourront-ils mettre à jour les données et continuer à les utiliser dans les années à venir ? »

Murillas a identifié que le projet important comprend la collaboration entre toutes les parties prenantes. Bien que le GeoTool soit pour l'instant attaché au projet, il est prévu de le maintenir après la finalisation du projet et de continuer à le mettre à jour dans les années à venir en fonction des ressources disponibles, par exemple auprès des partenaires de projet existants. L'important est que non seulement les données peuvent être facilement mises à jour, mais que les méthodologies peuvent être facilement transférées.

Le président a également exprimé son appréciation de cet excellent outil.

Woodlock a déclaré que cela semble susceptible d'être lié à d'autres sujets soulevés précédemment dans les discussions de ce groupe. Il a estimé que les nouveaux entrants dans l'industrie pourraient éventuellement aider à l'administration de l'outil et que ce travail pourrait ouvrir de nouvelles voies d'accès à l'emploi.

Murillas était d'accord avec cette déclaration et a indiqué qu'il appartient aux multiples parties prenantes identifiées dans le projet d'utiliser l'outil. Le projet organisera des ateliers de formation à l'utilisation de l'outil une fois qu'il sera finalisé.

### 3. Discussion sur le projet de soumission d'urgence à la Commission européenne sur la crise actuelle d'approvisionnement en carburant à laquelle est confronté le secteur de la pêche

Le Secrétariat a parcouru le projet de lettre et le président a ouvert la discussion pour commentaires. Une discussion a suivi et le projet de soumission a été modifié en conséquence.

Les membres ont estimé en général que cette approche en valait la peine, mais il a été souligné qu'une demande de subventions aux carburants ne serait pas appuyée par les OIG. Plusieurs changements ont été apportés afin d'arriver à une formulation consensuelle.

Les membres du groupe de discussion ont convenu de procéder à la soumission du projet de lettre aux comités exécutifs respectifs.

**ACTION:** Le Secrétariat initie la soumission de cette lettre aux deux Comités exécutifs pour commentaires et approbation.

#### 4. Résumé des actions convenues et des décisions adoptées par le président

Le Secrétariat a expliqué qu'il ne restait plus de temps pour discuter des termes de référence ou du questionnaire. Les membres sont invités à faire part de leurs commentaires et suggestions par courrier électronique au Secrétariat. Le Secrétariat modifiera les termes de référence à la suite de discussions antérieures et les diffusera, y compris les commentaires reçus de l'EAA et de Danmarks Fiskeriforening.

Le secrétariat informe également les membres que lors de la prochaine réunion de ce groupe de réflexion, un représentant de la Commission présentera la stratégie de la Commission en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le président résume les points d'action, remercie tous les participants pour leur participation active et clôt la réunion.

#### Actions

1	Le secrétariat du CC EOS doit réviser les règles de procédure et, si nécessaire, préparer un amendement pour l'inclusion d'une procédure d'urgence pour la production d'avis urgents.
2	Le Secrétariat initie la soumission de cette lettre aux deux Comités exécutifs pour commentaires et approbation.
3	Le Secrétariat doit mettre à jour les termes de référence et les diffuser pour approbation écrite.